

Présentation du séminaire
**Regards sociologiques sur le politique en Afrique : groupes sociaux,
comportements politiques et formation de l'État**

(RESOPAf)

Animé par des doctorant.e.s et jeunes chercheur.se.s qui se situent à la croisée des chemins entre études africaines et sociologie politique, ce séminaire part du constat de la faiblesse du dialogue entre ces deux champs scientifiques en France. Il aimerait contribuer à la circulation des boîtes à outils, et questionner la persistance du partage disciplinaire des terrains de recherche, qui conduit à une moindre attention aux rapports dynamiques entre le politique et la formation des groupes sociaux en Afrique. L'absence de données statistiques ou la difficulté d'en générer sur ces « terrains lointains » est parfois pensée comme un obstacle qui vient justifier implicitement cette dynamique épistémologique. Ce séminaire se veut un lieu de discussion, pour repenser ces croisements et leur mise en pratique dans la recherche de terrain, tout en portant une attention particulière aux travaux qui interrogent les antagonismes sociaux, la différenciation, la fragmentation et la structuration sociale des sociétés africaines.

Depuis les années 1950, des chercheur.se.s travaillant sur des terrains subsahariens ont contribué à remettre en cause le partage disciplinaire colonial, qui confiait l'analyse des peuples colonisés à l'ethnologie, principalement en appelant à restituer les dynamiques historiques, la densité sociale locale du politique et les interactions aux sources du processus de formation de l'État contemporain en Afrique. Après le "tournant sociologique" de l'ethnologie française (Balandier, 1955), un certain nombre d'historien.ne.s (histoire sociale, histoire du travail, histoire culturelle), notamment anglo-saxons, ont également renouvelé la connaissance des processus de stratification sociale et de formation des groupes sociaux (Iliffe, 1983, Lonsdale et Berman, 1992, Isaacman, 1996). Bayart, avec *L'Etat en Afrique*, a largement contribué à réconcilier l'étude du politique en Afrique avec la démarche des sciences sociales en forgeant des outils et des hypothèses encore centraux pour la recherche contemporaine.

Cependant, deux éléments imposent de remettre aujourd'hui l'ouvrage sur le métier. D'une part, le continent africain est depuis deux décennies traversé par des dynamiques sociales, politiques, économiques et démographiques qui rendent nécessaires de nouveaux travaux empiriques pour y penser la stratification sociale. D'autre part, on a assisté en France à une certaine « routinisation » (Darbon et Provini, 2018, p. 22) des approches du politique, autour d'une boîte à outils surtout sensible à l'énonciation et qui s'en remet souvent à l'identification de figures archétypiques plutôt qu'à une cartographie sociologique à la fois plus large et plus précise. Cette approche a notamment pour conséquence de rendre moins visible certains sentiers de recherches pourtant utiles au questionnement des bases sociales de l'État.

Ainsi l'une des façons de réfléchir différemment à la question du rapport à l'État et au politique des groupes sociaux en Afrique serait le réemploi d'auteurs qui ont pensé ces questions-là sur des terrains déjà balisés par la sociologie politique. Relire Bourdieu, Lagroye ou encore Boltanski et les auteur.e.s qu'ils ont inspiré.e.s, à l'aune des terrains subsahariens, permettrait une analyse féconde où les mobilités sociales, la production des champs et des luttes politiques et symboliques

entre les groupes sociaux (classes, ethnies, partis, factions, professions, etc.) serait centrale. Il en va de même pour la sociologie des classes populaires (Weber, 1989, Retière, 1994, 2003, Cooper, 1995, Schwartz, 1998, 2002, Renahy, 2005, Siblot, 2006), qui a largement contribué à reformuler l'approche des groupes sociaux, des dynamiques de différenciation et d'identification. Ces travaux permettraient également d'apporter des outils pour comprendre les formes d'accumulation, les opinions, les pratiques et les dispositions de chacun de ces groupes, et ainsi de mieux saisir leur relation à l'État et les dynamiques lourdes de stratification sociale. Il s'agit ici de réinterroger des concepts, parfois eux-mêmes routinisés sur des terrains occidentaux, à l'aune de situations africaines (Siméant, 2014).

Concrètement, l'objectif de ce séminaire est triple. Il s'agit d'abord d'identifier et de discuter les travaux qui ont porté sur la formation des groupes sociaux en Afrique, et leur rapport au politique et à l'Etat. Ensuite, d'entretenir une ambition épistémologique, pour mieux comprendre (et, au besoin, dépasser) les raisons d'un partage des concepts et des terrains qui nous semble trop strict. Enfin, nous présenterons des travaux en cours d'élaboration, et dont les préoccupations correspondent à celles qui motivent ce séminaire.

Nous nous réunirons une fois par mois, à partir du mois de mars 2019, autour d'une communication portant sur un travail de recherche en cours et d'une lecture éclairant les questions soulevées ici, en laissant une large place à la discussion collective.

Ce séminaire est pensé conjointement par des doctorant.e.s issus du CESSP et de l'IMAF, aux parcours variés, et ainsi attentif.ve.s à voir émerger des espaces de discussion qui questionnent les cloisonnements disciplinaires (science politique, sociologie, anthropologie, géographie) et les formes instituées de la discussion scientifique.